Quelques remarques perfides à propos du « nouveau statut du travail salarié » **Thomas Coutrot, *Politique* n°5, réponse à Bernard Saincy, UGICT**

Les garanties sociales sont débordées de toutes parts par l'offensive patronale contre la sécurité d'emploi, l'assurance-chômage, le code du travail... Cette offensive s'appuie sur une réalité : les principes d'organisation de la production et des entreprises ont profondément changé depuis l'époque où le droit du travail et la protection sociale actuels ont mûri. Les réponses qu'on doit lui opposer ne peuvent consister en un retour aux règles instaurées en 1945 ou à l'Unedic de 1958. L'article de Bernard Saincy s'inscrit dans la réflexion de la CGT pour des propositions innovantes en faveur d'une refondation, progressiste celle-ci, de notre système d'emploi et de protection sociale. « Nouveau statut du travail salarié », « sécurité sociale professionnelle » font partie aujourd'hui du vocabulaire quotidien de la CGT, sont invoqués à longueur d'articles ou de textes de congrès. Il faut reconnaître pourtant que les militants ou responsables de ce syndicat n'ont souvent qu'une idée extrêmement floue de la signification réelle de ces termes. Quelle serait la nature de ces nouvelles institutions ? Comment seraient-elles financées et gérées ? Comment s'articuleraient-elles aux institutions et conventions collectives existantes ? Quelles implications ces projets ont-ils en termes de revendications concrètes, à court ou moyen terme, au niveau national et pour les différentes branches ?

Bernard Saincy nous propose une analyse convaincante (je n'y reviendrai pas ici ¹) des mutations de la relation de travail et des raisons pour lesquelles le mouvement social doit innover. Malheureusement il en reste au niveau d'affirmations extrêmement abstraites qui ne permettent guère de dépasser les déclarations d'intention : « redéfinir la relation de travail par les droits des salariés, des droits opposables à n'importe quel employeur et transférable d'une entreprise à l'autre », « constituer la base à partir de laquelle se (re)contruisent les garanties collectives propres aux secteurs et branches existantes », ou encore « dépasser le concept de subordination pour lui substituer un ensemble de droits et de devoirs comme caractérisation de nouveaux contrats de travail ». A ce niveau de généralité on ne peut qu'être d'accord, mais ces perspectives ne permettent guère de rivaliser avec les projets très concrets de refondation sociale du Medef ni de leur opposer des alternatives.

Bien entendu la tâche est ardue, et personne ne peut, dans l'état actuel de la réflexion collective et du rapport des forces, sortir de son chapeau un projet bouclé de nouvelle architecture institutionnelle crédible et progressiste pour réorganiser le système d'emploi et de protection sociale. Cela ne doit pas empêcher de s'attaquer à des questions clés qui conditionnent la dynamique possible d'une alternative à la refondation-Medef. Pour l'heure les déclarations d'intentions de la CGT, tout comme le texte de B. Saincy, ne se démarquent pas clairement de la conception sociale-libérale de la « formation tout au long de la vie » (que Chirac et Raffarin s'approprient d'ailleurs à expérimenter), et qui consiste à attribuer à chaque salarié un ensemble de droits individuels à la formation, qu'il doit utiliser tout au long de sa vie active pour faire fructifier son « capital humain » et s'adapter aux aléas du marché du travail. En écartant tout procès d'intention, il est curieux que B. Saincy oppose la « protection passive contre le risque social qu'offrait le compromis fordien » à une nouvelle « sécurité active face aux aléas économiques » : on trouve ici un écho direct à la problématique social-libérale de « l'activation des dépenses passives », qui considère qu'un chômeur indemnisé qui recherche un emploi est « passif » alors que le même chômeur, dans un stage plus ou moins

¹ Voir mon article « Enrayer les rouages de la précarité : pour une sécurité sociale de l'emploi », Critique Communiste n°164, 2002

bidon et plus ou moins imposé, serait « actif »... Au delà d'une formulation sans doute malheureuse, ce qui poserait problème serait de prendre pour acquise la nécessité de s'adapter aux « aléas économiques ». Telle est en effet la posture des sociaux-libéraux, qui considèrent la protection sociale comme devant compenser les effets de la nécessaire flexibilité des marchés. L'éloge vibrant récemment rendu par D. Strauss-Kahn à la proposition de « sécurité sociale professionnelle » de la CGT devrait d'ailleurs alerter cette dernière sur l'urgente nécessité de préciser davantage ses propositions...

Le droit à la mobilité, à une mobilité positive et choisie, n'a jamais été garanti par les actuelles institutions du droit du travail ou de la protection sociale. Celles-ci ne protègent même plus contre les mobilités subies, le licenciement arbitraire, le chômage de longue durée... Il faut donc réinventer des institutions à la hauteur des défis actuels : la « défense de la sécu et du Code du travail » est dramatiquement insuffisante. Le rapport salarial tend à sortir de plus en plus des frontières étroites de l'entreprise, on le voit tous les jours avec les stratégies managériales d'externalisation, et à travers la tendance des salariés en lutte à chercher de plus en plus systématiquement des appuis dans l'opinion publique et dans la société civile. Il faut donc travailler à la reformulation d'un système de garanties collectives adapté à ce nouveau contexte. Un système qui vise à redéfinir les contours des entreprises en fonction des réseaux d'interdépendance économique (généralisant la notion d'unité économique et sociale pour y harmoniser par le haut les droits sociaux), et à élargir le cercle des participants aux décisions en intégrant les principales parties prenantes extérieures à l'entreprise. Un système qui vise non pas à adapter les salariés à une soit-disant nécessaire flexibilité, ou à les doter d'une « égalité des chances » face à l'impitoyable sélectivité du marché, mais à réguler les pratiques des entreprises en matière d'emploi et de gestion de leur personnel; un système qui reconnaisse effectivement à chaque travailleur, actuellement employé ou non, un statut et des droits non bornés par l'horizon de l'entreprise qui l'emploie (ou l'a employé).

Les projets de « sécurité sociale professionnelle » ne constitueront une perspective vraiment progressiste que si elles se démarquent clairement des propositions en termes de « droits de tirage sociaux » ou de « portefeuille individualisé de droits à formation », et proposent de faire reculer effectivement les pratiques de précarisation des entreprises et de rendre aux salariés la maîtrise individuelle et collective de leurs trajectoires sur le marché du travail. Oui, il faudrait une « sécurité sociale professionnelle » profondément ancrée dans les réalités des entreprises, des professions et des branches, mais aussi des territoires, des bassins d'emploi, des réseaux de consommateurs et d'usagers; qui permette aux salariés de bénéficier d'une garantie réelle d'emploi dans leur métier, avec d'éventuelles mobilités inter-entreprises, ou d'une formation au métier qu'ils souhaitent avec un revenu garanti pendant cette formation. Un tel régime national d'assurance emploi-formation serait décliné au niveau local et professionnel, avec la participation de toutes les parties prenantes (syndicats, entreprises, associations, pouvoirs publics) et une gestion transparente et démocratique (des élections...). Il assurerait la mutualisation des coûts de la formation et de l'ajustement du volume d'emploi dans les entreprises, en s'assurant de la légitimité des décisions patronales en la matière. Ainsi le régime d'assurance emploi-formation sanctionnerait les pratiques des entreprises qui envoient systématiquement leurs salariés au chômage ou qui les poussent à démissionner par la mauvaise qualité des emplois offerts. Il pourrait décider de pénalités financières, voire même de poursuites judiciaires contre les auteurs d'abus.

Trois grands principes pourraient être retenus pour ancrer de façon progressiste un projet de « sécurité sociale professionnelle » : continuité du salaire et des droits sociaux au-delà de la

position productive du moment ; droit à la mobilité individuelle négociée au sein de filières et de réseaux, à adhésion obligatoire pour les entreprises ; financement mutualisé des coûts afférents à ces droits. La question du financement est bien entendu décisive : une telle refondation du système d'assurance-chômage, débouchant sur une assurance emploi-formation, aurait un coût important. Mais certainement à la portée de pays aussi riches que les nôtres ! Son financement devra être assuré par les cotisations des entreprises, complétées par une contribution des pouvoirs publics à hauteur des missions d'intérêt général ainsi réalisées, ainsi que pour faire face aux récessions économiques et permettre le maintien des prestations en cas de difficultés financières. Le financement de ce système devra être assuré par un rééquilibrage du partage des richesses en faveur des salaires : il y a de la marge pour le faire au niveau national, et encore plus facilement si l'on procède de façon coordonnée au niveau européen.

Ces principes généraux sont compatibles avec de multiples architectures institutionnelles concrètes, et il n'est pas possible aujourd'hui de préciser davantage leurs formes. Mais c'est bien sur ces questions qu'il faudrait débattre aujourd'hui pour avancer. Le mouvement syndical n'a aucun intérêt à s'enfermer dans un tête à tête avec le Medef pour ce débat : la paritarisme a vécu, et ne correspond plus à la diversité des formes de représentation des intérêts citoyens dans les sociétés contemporaines. Rien ne sert de pleurer sur la faiblesse du syndicalisme : ce n'est qu'en prenant appui sur les exigences de sécurité et de démocratie qui traversent aujourd'hui puissamment les populations que le mouvement social pourra définir de nouvelles voies, rompre avec 30 ans de contre-réformes néo-libérales, remettre ses pas dans ceux des pères fondateurs de 1945 et reprendre la marche en avant du salariat et de la société vers son émancipation.